

INTRODUCTION

ÉTUDES INTERNATIONALES

ET RENOUVEAU DES MODES DE PENSÉE ET DES INSTITUTIONS POLITIQUES : LE CAS DU BRÉSIL

Afrânio GARCIA Jr* .

Les études ici réunies présentent l'analyse des profondes transformations des conditions d'existence des sciences humaines et sociales (SHS) au Brésil, à la suite de la croissance exponentielle des étudiants partant à l'étranger pour des études doctorales ou postdoctorales, pour la plupart grâce à des bourses d'études accordées par les agences publiques depuis la fin des années 1960. Cette internationalisation rapide et à grande échelle de la formation universitaire des prétendants à une inscription réussie dans le champ du pouvoir national, voire transnational, a permis l'affirmation de nouveaux savoirs et de regards renouvelés sur le monde social et la nature. Elle n'aurait jamais produit autant d'effets si elle ne s'était accompagnée de l'implantation massive de formations doctorales, inspirées elles aussi des paradigmes internationaux, dans tous les états fédérés de ce vaste territoire. La professionnalisation d'un large éventail de carrières d'enseignants-chercheurs (politologues, anthropologues, sociologues, philosophes, économistes, juristes, historiens, géographes, etc.) ainsi réalisée a provoqué des recompositions significatives des savoirs traditionnels (droit, sociologie, histoire, etc.) et a assuré la reconnaissance de disciplines se voulant nouvelles (science politique, anthropologie sociale, économétrie, etc.). Les perspectives de carrière et les modalités d'accès aux différentes composantes de la classe dirigeante (haute fonction publique, patrons ou cadres industriels ou commerciaux, banquiers, intellectuels et artistes, etc.) ont été bouleversées. L'intelligence des dynamiques sociales, économiques et politiques au long de ces quarante dernières années, tout comme l'inscription croissante de la collectivité nationale dans l'espace international transformé par la "globalisation" des marchés, apparaissent tributaires des questionnements récents et des catégories de perception qui se sont imposés avec la forte expansion des institutions de recherche et de formation de troisième cycle.

Sans prétendre à l'exhaustivité du traitement de l'ensemble des savoirs, ce "dossier" se consacre à comprendre, à travers des enquêtes empiriques, comment les différents domaines de connaissance, ou champs disciplinaires comme la science politique, l'anthropologie sociale, la théologie (catholique ou luthérienne), contribuent à affirmer de nouveaux regards sur le monde ; ou encore, comment les débats portant sur les transformations des institutions politiques (retour à l'État de droit après la dictature militaire, réformes de l'État prônées par l'agenda néolibéral) et économiques (contrôle de l'hyperinflation, financement de la croissance économique, combat contre les inégalités dans la répartition du revenu national) sont éclairés d'un jour nouveau lorsqu'on examine les carrières professionnelles et intellectuelles des anciens doctorants en rapport avec les interrogations et modèles de compréhension qu'ils ont réussi à affirmer et avec les innovations institutionnelles qu'ils ont contribué à produire. En d'autres termes, comment la sociologie des acteurs responsables d'innovations institutionnelles ou de l'implantation de nouveaux cadres de pensée permet de mieux saisir les modes d'appropriation des savoirs disponibles à l'échelle internationale et les effets de leur usage pour transformer un cadre institutionnel précis. La circulation internationale des idées, des

* Anthropologue, maître de conférences à l'EHESS, co-directeur du Centre de recherches sur le Brésil contemporain.

savoir-faire, des paradigmes et normes de comportement entraîne souvent un changement du sens des pratiques pensées comme identiques, car nommées de la même façon, dont il faut rendre raison, notamment grâce à l'étude des auteurs du transfert et des instruments de communication employés, et surtout par l'objectivation des configurations sociales et des oppositions intellectuelles de l'univers d'accueil (Bourdieu, 1990). L'analyse de la carrière intellectuelle de Paul Lazarsfeld par Michael Pollak en constitue un cas exemplaire, montrant comment la méthode des sondages a été conçue au sein de cercles marxistes autrichiens dans les années 1920, s'est imposée après la Seconde Guerre aux États-Unis, pour être réexportée vers l'Europe de l'Ouest et Centrale dans les années 1960.. Le même individu, puisant dans le même stock d'idées et de savoir-faire, a contribué à légitimer des points de vue opposés : « Dans la pensée de Lazarsfeld, la coupure entre son travail scientifique et sa pensée politique allait en s'approfondissant. Le mot maintes fois rapporté selon lequel il se désignait comme un "marxiste en congé", indique peut-être que, malgré son ascension professionnelle et son succès aux États-Unis, il est resté politiquement déraciné, qu'il ne s'est jamais identifié à la réalité politique de ce pays, qu'il n'a jamais vécu comme siens les enjeux politiques et qu'il a gardé la distance qui caractérise l'étranger, placé dans une position d'observateur par rapport aux contradictions et conflits de la société où il vit. Et la participation à la reconquête intellectuelle et politique du marché européen était peut-être une manière de vivre dans le double-jeu une vie intellectuelle et politique dédoublée ». (Pollak, 1979 : 59). De même, l'article de Roberto Grün sur les dynamiques des marchés financiers montre comment l'importation de techniques managériales (*corporate governance, private equities funds*) ne débouche pas sur la même signification des pratiques, pourtant désignées par la même expression dans leur univers d'origine et dans le pays d'accueil.

I- La compétition internationale entre les systèmes éducatifs.

L'intérêt du dossier ne se limite pas à faire état de recherches sur un pays maintenant considéré "émergent" sur la scène internationale, ce qui témoigne de son reclassement, après avoir été perçu comme "périphérique" (CEPAL, 1951) ou "sous-développé" depuis les années 1950, sans oublier l'objectivation du regard européen faite par Stefan Zweig en 1941 : « du point de vue de la culture, le Brésil est aujourd'hui *terra incognita*, autant qu'il l'était du point de vue de la géographie pour les premiers navigateurs » (Zweig S., 1941 : 10). Les questions analysées concernent des sujets de grande actualité en France et en Europe, car la compétitivité des institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique à l'échelle mondiale est à l'ordre du jour. Différents projets de recomposition de l'espace institutionnel de l'enseignement supérieur et de la recherche en France (nouveau statut des universités et des grands établissements, menaces sur le maintien des EPST, sur la continuité des SHS au CNRS, concentration des moyens financiers par l'Agence Nationale de la Recherche-ANR, transformation des carrières des enseignants-chercheurs, nouveaux mécanismes d'évaluation des unités de recherche (AERES), etc.) cherchent à se légitimer en faisant appel à la nécessité d'affronter une concurrence mondialisée qui serait de plus en plus aigüe¹. Mais de quel espace de concurrence transnationale parle-t-on ?

Pour quelles raisons l'excellence du système éducatif cesse-t-elle d'être pensée comme le meilleur moyen de doter les nouvelles générations de la culture civique susceptible d'informer les futurs citoyens d'une république démocratique pour délibérer sur leur avenir commun ? Comment en est-on venu à la remplacer par le seul souci de fournir une main d'œuvre compétente pour les

¹ Elles ont provoqué une forte réaction et la mobilisation massive des étudiants, des chercheurs et des enseignants-chercheurs.

entreprises inscrites dans des marchés mondialisés ? Si des thèmes similaires traversent aussi les débats politiques et intellectuels en Amérique du Sud, ils ont également leurs équivalents en Europe Centrale et en Afrique (Niane & Wagner, 2008). Il serait intéressant d'étudier comment les différents systèmes d'enseignement supérieur et de recherche nationaux sont autant concurrentiels que complémentaires à l'échelle mondiale. Toute analyse empiriquement fondée sur la circulation internationale de doctorants et de post-doctorants pourrait par conséquent constituer un bon révélateur de la notoriété dont jouissent, au niveau international, les instituts de formation à la pratique scientifique, et le poids spécifique des modalités de coopération impliquées dans l'attribution de bourses par des agences publiques ou de fondations privées. La construction sociologique de cet objet d'enquêtes transfrontalières pourrait se substituer avantageusement à l'évocation du fantasme de la concurrence mondiale "tout azimut", qui ne peut qu'exacerber le nationalisme épris de « traditionalisme du désespoir » (Boudieu & Sayad, 1964). Ou encore, il pourrait se substituer à la rhétorique édifiante de la solidarité entre les peuples, promue par la coopération scientifique supposée sans visée hégémonique, susceptible de conforter à bon compte les images de "penseurs cosmopolites", gardiens de l'universel, mais qui ne correspondent à l'observation systématique d'aucun cas précis. L'internationalisme, en science comme ailleurs, semble fondé sur l'intérêt bien compris, notamment à propos des connaissances universalisables.

Jusqu'à présent, les palmarès internationaux – établis sur la base d'indices statistiques dont le protocole de fabrication est contesté, comme le classement de Shanghai ont surtout servi d'arguments extrascientifiques pour justifier les projets visant à liquider des marges d'autonomie du champ intellectuel, pourtant bien sommaires et fragiles. La publication récente de *L'élitisme républicain - l'école française à l'épreuve des comparaisons internationales* (Baudelot & Establet, 2009) constitue une remarquable démonstration de comment on peut s'approprier des enquêtes comparatives internationales pour repenser des problématiques incontournables en France, comme le rapport entre la démocratisation de l'accès à l'École et l'efficacité de ses modes de fonctionnement. Les auteurs se réapproprient des données établies par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA, *Programme for International Student Assessment*), visant à analyser depuis 2000 la compétence de jeunes de 15 ans, qu'ils soient ou non scolarisés, dans trois grands domaines : la « compréhension de l'écrit », la « culture mathématique » et la « culture scientifique », à partir d'échantillons aléatoires d'environ 5 000 individus. Ils ne s'attardent guère sur les « apparences trompeuses d'un palmarès international » car ils savent bien que les « traditions nationales sont assez puissantes dans le domaine de l'éducation pour qu'on sache d'expérience que toute importation d'un modèle étranger, fût-il excellent chez lui, est condamné à l'échec ailleurs » (*ibid.* : 19). Ils en font usage pour soumettre à l'épreuve des comparaisons internationales les principes fondamentaux qui sous-tendent les visions opposées sur l'évolution nécessaire du système éducatif français : « Les débats français sur l'école présentent souvent comme une contradiction les intérêts de la masse et ceux de l'élite (...). École de masse contre école de l'excellence : sommes-nous condamnés à choisir ? L'examen attentif des résultats de PISA conduit à une tout autre lecture de la question et fait prendre quelques rides aux plus anciennes convictions de notre modèle républicain. Loin d'être antagonistes, les destins de l'élite et de la masse apparaissent en réalité étroitement liés dans les comparaisons internationales » (*ibid.* : 35). En effet, l'analyse fine des données produites par l'OCDE à propos des différents types de compétence confirme l'intérêt qu'il y a à associer une pédagogie tournée vers l'élévation des connaissances acquises par la fraction la moins performante et simultanément susceptible d'assurer le progrès des meilleurs élèves : « Les trois courbes [portant sur les performances dans les différents domaines de compétence signalés ci-dessus] portent une leçon à la fois théorique et pratique : une des conditions fondamentales pour dégager des élites brillantes et nombreuses est de

combattre avec la dernière énergie l'échec scolaire. Les données de l'OCDE établissent d'une façon irréfutable que les efforts pour doter tous les élèves d'une formation minimale de grande qualité conditionnent le nombre et le niveau des meilleurs » (*ibid.* : 41). On le voit bien, les analyses internationales permettent de mettre en perspective d'anciens débats sur la portée des traditions nationales du système d'enseignement, à condition d'y appliquer toutes les procédures reconnues comme scientifiquement pertinentes.

Il convient de signaler que l'étude de la participation loin d'être négligeable des étudiants étrangers dans le troisième cycle français permettrait de mieux concevoir de quels réseaux effectifs le "cosmopolitisme à la française" est tributaire (Soulié, 2006) ; cependant, la plupart des points de vue exprimés sur l'évolution du troisième cycle ne tient compte que des étudiants issus d'un cursus dans l'hexagone. Après avoir constitué des séries statistiques pour examiner l'évolution du profil des étudiants étrangers en France, Marie-Claude Muñoz (2005) a démontré le changement de la morphologie des effectifs universitaires, par le constat de la hausse relative des Européens, suivis des contingents originaires des "pays émergents" (Chine, Brésil, etc.), et la chute des fractions en provenance des anciennes colonies. Attentive également aux rapports politiques et aux textes de lois et règlements, son enquête lui a permis de montrer la relation entre les évolutions statistiques et la progressive subordination de la politique éducative et de coopération scientifique à la politique de l'immigration. La compréhension des modes de constitution des réseaux internationaux par la recherche française dépend à l'évidence de l'objectivation des innombrables "barrières à l'entrée" dans le pallier supérieur de son système éducatif, et l'image la plus irréaliste serait celle de la "libre circulation mondiale des savants".

Par ailleurs, l'inscription des jeunes élites françaises dans la mondialisation est autant tributaire de la fréquentation de collègues étrangers sur les bancs scolaires de l'hexagone (Wagner, 1998 et 2007) que des migrations temporaires ou définitives des Français intéressés par des études à l'étranger. Tout en s'appuyant sur l'hypothèse bourdieusienne de l'homologie entre l'espace de formation des grandes écoles et les différentes positions du champ du pouvoir national (Bourdieu, 1979 et 1989), Alain Garrigou (2001) étudie les transformations récentes des Sciences-Po, notamment son rapport vis-à-vis de l'ENA, signalant son rapprochement du profil des écoles de gestion et son rôle d'étape préparatoire à des études de troisième cycle au sein des grandes universités nord-américaines. La formation récente procurée par Sciences-Po accorde une place moindre que par le passé aux savoirs liés à la préparation pour la haute fonction publique ou la politique et cherche surtout à doter ses élèves de compétences nécessaires pour réussir sur le marché des grandes entreprises privées. Ce complément de formation de haut niveau aux États-Unis, pour des contingents issus de grandes écoles, semble constituer un objet d'investigation intéressant pour rendre raison des changements idéologiques et de la recomposition morphologique des groupes dirigeants français, tant dans la sphère politique qu'au sein du patronat, comme les écrits de Luc Boltanski (2009) le signalent. La dénationalisation de la dernière étape de la formation scolaire de haut niveau, celle qui précède l'entrée dans la vie active ou coexiste avec ses premiers moments, ne semble pas être neutre ni vis-à-vis des dispositions incorporées par les nouveaux entrants, ni vis-à-vis du capital social accumulé à travers le parcours scolaire.

II- L'historicité des modes de circulation transnationale des universitaires.

Ce poids grandissant des séjours aux États-Unis pour des études doctorales ou postdoctorales, renforçant l'hégémonie nord-américaine dans le domaine scientifique, ne doit pas faire oublier que la circulation internationale des élites lettrées n'est nullement un phénomène récent. Victor Karady (2002) rappelle le rôle du latin comme *lingua franca* depuis le Moyen-âge, moyen de communication des élites lettrées appartenant à l'Église catholique, qui n'a cédé la place aux idiomes nationaux en Europe que vers la fin du XVIII^{ème} siècle. Sa recherche sur la formation des élites nationales en Europe Centrale souligne l'importance décisive du poids différentiel des institutions universitaires allemandes, françaises, anglaises et italiennes pour attirer les étudiants en quête de savoirs et de diplômes susceptibles d'ouvrir l'accès aux cercles dirigeants, voire de donner origine à des Etats-Nations sur les décombres d'anciens Empires. L'analyse prosopographique² minutieuse de la formation universitaire des élites en Hongrie et dans les autres pays d'Europe Centrale, au XIX^{ème} siècle (Karady, 2008), permet de montrer comment les clivages sociaux, religieux et ethniques à l'échelle des territoires, à la base des constructions nationales, se doublent de clivages à l'échelle internationale, selon les différents pays d'accueil d'émigrés de l'Europe Centrale. La compétition entre grandes puissances européennes, visible sur la scène politique ou économique, n'était pas moins âpre sur le terrain universitaire, malgré tous les efforts visant à préserver le dialogue assurant l'universalisme dans la pratique scientifique. La concurrence entre les institutions de formation universitaire à l'échelle transnationale est une médiation fondamentale pour analyser les différents capitaux sociaux, politiques et intellectuels mobilisés dans les processus de formation des nationalités et comprendre les luttes pour leur reconnaissance. S'il en fut ainsi en Europe, berceau des nations au sens moderne du mot (Maus, 1920), il n'y a aucune raison de concevoir autrement l'affirmation culturelle de toute nation "émergente" ; l'étude des flux formés auprès des grands centres intellectuels a toutes les chances d'être un bon révélateur des recompositions des élites nationales et des modes de compétition entre les grandes puissances pour l'hégémonie culturelle.

L'issue de la Seconde Guerre mondiale a rendu évident le primat des avancées scientifiques et technologiques comme facteurs stratégiques de l'équilibre entre grandes puissances. Désormais, la mise en place d'agences nationales de financement de la recherche (comme le CNRS), de nouvelles modalités d'accords de coopération scientifique entre différentes collectivités nationales et l'expansion de fondations privées (Ford, Rockefeller, Goethe, etc.) ont permis la croissance des instituts de recherche et de formation à la recherche et l'intensification des échanges internationaux à une échelle sans précédent. La fin de la guerre froide, après 1989, s'est soldée par l'affirmation de l'hégémonie des États-Unis et le thème de la "mondialisation" a été associé à une accélération des échanges de toutes sortes à l'échelle planétaire³. Le poids croissant des échanges scientifiques internationaux, et de la taille des entreprises et conglomérats multinationaux, a accru le recrutement de chercheurs et de cadres d'entreprise sur une base internationale, augmentant l'intérêt de confronter titres et diplômes acquis dans différents contextes nationaux, voire d'établir des équivalences entre cycles d'études, compétences acquises et diplômes qui les certifient. Des protocoles comme les Accords de Bologne ou les programmes Erasmus d'études européennes démontrent l'accélération des tentatives de mise en équivalence des différents cycles de formation à la recherche. La circulation internationale des doctorants et post-doctorants devient ainsi un révélateur de choix des particularismes des systèmes

² Pour les historiens, la prosopographie est l'étude des biographies collectives de groupes sociaux. Outre l'ouvrage de Karady cité, on se référera particulièrement à Charle, 1987

³ Cf. Abélès, M., 2008.

éducatifs nationaux et de mécanismes transnationaux mis en œuvre pour favoriser la recomposition, ou la mise en place, de réseaux mondialisés. Étant donnée l'interdépendance croissante de diverses collectivités nationales, l'étude empirique en profondeur de chaque cas concret doit permettre de mieux concevoir le processus en cours de transformation des espaces transnationaux de recherche et de formation à la recherche.

III- L'enquête sur les boursiers brésiliens à l'étranger

Si les universités au Brésil ont connu une implantation tardive (l'Université de São Paulo ne date que de 1934 et celle de Rio de Janeiro, de 1935 cf. Miceli, S., 2001), la croissance rapide des contingents d'étudiants et des effectifs d'enseignants universitaires s'accélère après 1945, accompagnant le rythme soutenu de l'urbanisation et de l'industrialisation, devenue le moteur du développement économique, fortement concentré dans les états du sud-est du pays (voir *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 40). Une politique volontariste de soutien à la recherche a été à la base de la création d'agences publiques spécialisées, soit fédérales comme le CNPq (Conseil national de la recherche) et la CAPES (Campagne de perfectionnement du personnel de l'enseignement supérieur), mises sur pied en 1951, soit au niveau des états fédérés comme la FAPESP (Fondation d'appui à la recherche de l'état de São Paulo, dont la législation date de 1947, mais dont l'installation ne s'est réalisée qu'en 1962). Ces agences ont financé des boursiers pour des études universitaires, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger ; jusqu'en 1966, seuls les pratiquants des sciences dures en étaient bénéficiaires, notamment ceux qui se consacraient à la physique ou à la biologie. L'attribution de bourses internationales aux tenants des SHS date de 1966, après le coup d'état militaire, probablement parce que les autorités imposées par les militaires, inspirées par des conseillers nord-américains, croyaient que les sciences humaines et sociales dominantes sur la scène internationale constitueraient le meilleur antidote à l'"idéologie" de leurs opposants (voir ici même les articles sur la science politique et l'anthropologie sociale). Comme le démontre le répertoire des thèses soutenues en France sur le Brésil, organisé par Anita Clemens-Saboia au CRBC, la fin des années 1960 coïncide avec un point d'inflexion marquant une croissance exponentielle des travaux soutenus. L'octroi des bourses d'études aux candidats pour des études doctorales internationales a profondément transformé les chances de partir à l'étranger, diminuant le poids de la sélection basée essentiellement sur le patrimoine économique de la famille d'origine, conforté par son capital social et politique, et augmentant l'importance des performances tout au long des parcours scolaires. Ce constat a été à l'origine du choix de ce sujet comme l'un des axes de recherche prioritaires du Centre de Recherches sur le Brésil Contemporain (CRBC) depuis 1999, discuté d'abord dans le cadre de la « Semaine Brésil en France », coordonnée par la Maison des Sciences de l'Homme (Carré des Sciences, septembre 2000). Les enquêtes ont pris forme dans le cadre des accords Capes-Cofecub, supposant la collaboration en France des chercheurs appartenant au CRBC, au Centre de sociologie européenne (CSE), au Centre d'étude sur les mouvements sociaux (CEMS), au CERLIS (Centre de recherches sur les liens sociaux, CNRS-Paris V) ; au Brésil, la recherche n'a été possible que grâce aux efforts conjoints de l'équipe du FOCUS (Groupe de recherches sur l'institution scolaire et les organisations familiales) de l'Université de Campinas (UNICAMP), d'enseignants-chercheurs de l'Université fédérale de São Carlos (UFSCAR/SP), de l'Université fédérale du Rio Grande du Sud (UFRGS), de l'Université fédérale du Minas Gerais (UFMG) et du Centre de recherches et de documentation de la Fondation Getúlio Vargas (CPDOC/FGV/RJ).

Le réseau ainsi constitué s'inspirait des programmes d'enquêtes sur les « conditions sociales de la circulation internationale des idées » initiés par Bourdieu (1990) et Karady (1992), et s'appuyait sur la comparaison avec les enquêtes menées par les réseaux coordonnés par Monique de Saint-Martin (De Saint-Martin & Gheorghiu, 1997), étudiant l'expansion internationale des écoles de gestion, et par Yves Dezalay et Bryan Garth sur la recomposition du champ juridique mondialisé, marqué par la concurrence entre les écoles de droit des grandes puissances pour recruter les jeunes universitaires issus des pays périphériques, ceux d'Amérique du Sud (Dezalay & Garth, 2002) ou d'Asie (Dezalay & Garth, 2009). Le travail collectif a commencé par identifier les listes de boursiers bénéficiaires des programmes du CNPq et de la CAPES, collaborant avec ces agences dans l'organisation des tableaux récapitulatifs de la liste des doctorants boursiers associée aux variables sociologiques permettant leur caractérisation sociale et intellectuelle (date et lieu de naissance, sexe, résidence à l'époque de la demande de bourse, formation au niveau de la licence, etc.). Comme le CNPq avait récemment mis en place la plateforme « Lattes », présentant les CV des enseignants et des chercheurs condition *sine qua non* de l'attribution de tout financement d'une agence publique, le tableau a été complété par les variables permettant d'analyser le parcours professionnel et intellectuel postérieur à la soutenance de la thèse. Ce travail, coordonné par l'historienne Leticia Canêdo, de l'UNICAMP, a permis de nous interroger d'une façon empiriquement fondée sur les modes d'appropriation d'études doctorales internationales et sur les carrières intellectuelles ou dans la haute administration auxquelles elles donnent accès (Canêdo & Muñoz, 2004-05). Après avoir croisé les données initiales des boursiers en SHS avec leurs parcours intellectuels, nous voulons à présent faire cette opération par confrontation avec le *Dictionnaire des hommes politiques* établi par le CPDOC de la FGV/RJ (Abreu, 2009) pour étudier l'influence des études à l'étranger sur les carrières d'hommes politiques professionnalisés et, dans l'avenir, par la confrontation avec une banque de données établissant les parcours patronaux, dans le secteur industriel comme dans celui du commerce et des services (notamment les banques et les institutions financières). La constitution de ces banques de données, comprenant également le répertoire des thèses soutenues en France sur le Brésil, organisé de longue date par le CRBC, témoigne de la fécondité de ce réseau transnational, puisqu'elles peuvent asseoir sur une base empirique solide la réflexion des chercheurs et des thésards qui intègrent chaque année notre réseau.

L'étude du cas brésilien fait ressortir à quelles conditions historiques et sociales le financement de la formation de nouvelles générations à l'étranger est devenue dans ce pays une question d'État, perçue comme liée à l'ouverture des horizons de la collectivité nationale, pouvant justifier un investissement du Trésor Public dans un capital qui est nécessairement incorporé par des individus singuliers et qui ne peut être mis en valeur que par ces anciens bénéficiaires. Le sentiment de retard face à l'accumulation de savoirs scientifiques et technologiques semble avoir joué un rôle de premier plan dans la justification de la mise en place de programmes de bourses à l'étranger. La conception des boursiers comme étant des missionnaires du pays voulant se doter des instruments de sa modernité semble fondée sur les mêmes bases : comme pour d'autres projets de migrations de longue distance, celui qui part est dépositaire des espoirs de ceux qui restent, dans l'attente que l'appropriation de nouvelles richesses puisse féconder la vie culturelle et économique locale. L'accès à l'international des fractions non-héritières a souvent pour contrepartie un sentiment de dette morale vis-à-vis de la collectivité qui a rendu le départ viable, ce qui redouble, pour eux, la sensation d'être étranger dans le pays d'accueil (voir ici même la contribution de Marie-Claude Muñoz).

Ces considérations peuvent nous aider à mieux cerner la différence entre le fait d'être un boursier d'une agence publique du pays de départ, celui d'une fondation privée, ou celui d'une agence publique du pays d'accueil. Les juges éventuels de la pertinence de la demande de subventions ne sont pas recrutés sur les mêmes bases, même si tous peuvent faire appel à la notoriété scientifique

internationale. L'analyse des modes d'action de la Fondation Ford au Brésil, dans les années 1960 (cf. ici-même l'article de Leticia Canêdo sur la science politique et celui d'Afrânio Garcia sur l'anthropologie sociale ou Miceli S. 2001 pour un cadre général), montrent bien comment de telles fondations à vocation internationale peuvent être une composante essentielle de la genèse de nouveaux champs disciplinaires locaux et, comment, simultanément, elles obéissent à une logique d'intervention ayant pour principe la concurrence politique à l'échelle transnationale. L'existence même de plusieurs agences de financement, dont l'action est aussi bien complémentaire que concurrentielle, révèle que les enjeux des études internationales ne se limitent pas à l'univers des pays de départ, même s'il est difficile de décrypter les stratégies transnationales des fondations sur la base de l'observation de l'action destinée à un seul pays, "périphérique" dans les débats savants de surcroît. En tout état de cause, les débats sur les risques de fuite des cerveaux ou de néocolonialisme intellectuel gagneraient en substance si les subventions accordées par les différentes agences, publiques ou privées, étaient examinées à l'aune d'une interrogation bien précise : quelle fidélisation renforcent-elles dans les clivages et les alliances traversant les réseaux mondialisés ? De toute façon, une dette morale ne peut être rétribuée que si le bénéficiaire des subventions peut faire valoir le capital intellectuel qu'il a réussi à accumuler, ce qui montre la multiplicité d'agents et de réseaux interdépendants et la place restreinte pour des liens de clientélisme bipolaire.

L'accès en nombre à des doctorats internationaux est une condition nécessaire mais non suffisante pour provoquer des transformations décisives des modes de pratiquer et de concevoir les SHS au niveau national ; sans l'expansion des débouchés professionnels à l'intérieur des frontières, ou tout au moins sans de nouvelles perspectives articulant les mouvements de retour au pays, ces migrations temporaires auraient eu de fortes chances de devenir définitives. Si jusque dans les années 1960, l'Université de São Paulo figurait comme la seule à délivrer des titres de doctorat en SHS, les formations doctorales implantées dans tout le Brésil atteignaient le nombre de 302 dans les années 1990, pour représenter le nombre de 656 en 2007, regroupant 11331 enseignants-chercheurs. La création des *masters*, à la fin de 1960, vite suivie de programmes de doctorat, s'est accompagnée de la valorisation de la condition d'enseignant-chercheur, comme contrepartie de l'exigence de s'investir exclusivement dans les activités universitaires. Le nombre de postes s'est élargi, les conditions d'enseignement et de recherche se sont améliorées. La professionnalisation des métiers consacrés aux SHS a atteint un niveau sans précédent, gratifiant l'esprit "missionnaire" de ceux qui s'investissaient corps et âme dans les activités de recherche et de formation à la recherche. La diversité des champs disciplinaires pratiqués depuis cette époque, ainsi que les sujets étudiés et les méthodes employées, sont à mettre en rapport avec la croissance du nombre de formations doctorales et des centres de recherches qui y sont attachés. Il faut remarquer que ce sont les universités publiques qui ont accueilli la presque totalité des formations doctorales de qualité (même dans les domaines traditionnels comme le droit, ainsi que le montre plus loin la contribution de Fabiano Engelmann). Grâce à l'expansion du marché de postes d'enseignants-chercheurs, les doctorants ou post-doctorants de retour au pays s'appliquaient à mettre en application leurs acquis auprès des instituts de formation des pays d'accueil, ce qui a renforcé le sentiment de contribuer à rattraper le retard scientifique, voire de doter la nation des moyens de participer à l'avancée des connaissances.

Depuis le début, notre réseau constitue un dossier quasi annuel, publié en France ou au Brésil⁴, mais force est de constater que les efforts ont été concentrés sur la morphologie des flux

⁴ Pires-Saboia A. (org.), « Catalogue général des thèses soutenues en France sur le Brésil (1823-1999) », *Cahiers du Brésil Contemporain*, hors-série 2000 ; Garci A. (org.), « Éducation et champ du pouvoir au Brésil », *Social Science Information/Information sur les sciences sociales*, vol. 40 – n°4, 2001, pp. 577-655 ; Schpun M.R., (org.), « Élités brésiliennes. Approches plurielles », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 47-48, 2002 ; Almeida A.M., Canêdo L., Garcia A.,

internationaux. L'originalité du présent dossier tient au fait qu'il est consacré aux transformations des modes de pensée et d'exercice du métier d'enseignant-chercheur dans des champs disciplinaires particuliers, visant à objectiver le changement des problématiques choisies, les techniques et méthodes de constitution du matériel empirique, le traitement des résultats d'enquêtes et l'appel à un certain nombre de paradigmes reconnus internationalement pour valider les modèles explicatifs utilisés. Il privilégie ainsi l'angle d'attaque classé d'habitude comme "analyse internaliste", puisque tourné vers l'étude des facteurs propres à chaque domaine précis (science politique, anthropologie sociale, théologie, éducation, droit, finances), permettant d'expliquer les oppositions et lignes de clivage débouchant sur certaines modalités d'évolution des paradigmes explicatifs ou des "écoles de pensée".

IV- L'opacité de l'espace intellectuel transnational

L'espace transnational des centres de recherche, ou des instituts de formation à la recherche, est composé d'entités inégalement dotées de moyens matériels et humains, avec des expériences très diversifiées dans les différents domaines de connaissances, jouissant par conséquent d'un degré de notoriété très variable. Deux erreurs symétriques font souvent obstacle à une plus grande connaissance des principes pertinents pour rendre cette diversité plus compréhensible, voire plus transparente.

La première est la considération des seuls centres pionniers dans un domaine disciplinaire, privilégiant de fait le modèle diffusionniste comme porteur de l'explication sur l'appropriation des savoirs hors des frontières où il a été conçu et pratiqué. La reproduction à l'identique des mêmes modèles explicatifs, ou l'imitation des modes de pensée et de rhétorique pour légitimer un argument, seraient capables d'assurer leur transmission à une large échelle. Toute situation éloignée géographiquement du centre intellectuel responsable de l'innovation scientifique n'aurait pas d'intérêt, puisque son examen n'apporterait rien de nouveau ; les attentions se concentrent uniquement sur les centres pionniers ou susceptibles de l'être. Dans ce cas, l'étude des SHS au Brésil, où elles ne se sont implantées qu'après les années 1930, comme en tout autre pays "périphérique", n'aurait qu'un intérêt limité ou nul. La fragilité de ce procédé tient à la supposition implicite que toutes les variations proprement sociales seraient prévisibles par les concepteurs du modèle, ce qui pourrait dispenser de vérifier si son usage est confronté à des configurations impensables dans la situation de départ, obligeant à produire des explications d'un degré d'universalité supérieure. La critique anthropologique de l'ethnocentrisme s'applique à merveille dans ce cas, puisqu'on transforme les pôles "périphériques" en données négligeables.

Cependant, pour éviter un tel risque, certains font comme si l'espace transnational de production de connaissances était homogène, admettant une équivalence abstraite entre les différentes nations, procédé souvent lié à une attitude de complaisance ou d'évitement de débats sur les fondements historiques et sociaux de cette diversité. Cette attitude est d'autant plus courante que les modes de constitution des institutions internationales, comme l'UNESCO, renforcent l'équivalence potentielle de toutes les collectivités nationales. Cette homogénéité de raison, évidemment, ne mène pas très loin. Parfois la complaisance induit même des replis très problématiques à l'intérieur des frontières

& Bittencourt A. (orgs.), *Circulação internacional e formação das elites brasileiras*, Campinas (SP), Editions de l'UNICAMP, 2004 ; ; Canêdo L. & Muñoz M.C., (org.), « Le Brésil et le marché mondial de la coopération scientifique », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 57-58/59-60, 2004-05 ; Trindade H. (org.), « Les sciences sociales en Amérique Latine », *Social Science Information/Information sur les sciences sociales/Social Sciences Informations*, vol. 44, n° 2-3 2005 ; Canêdo L. (org.), « Literatura e ciências sociais », *Pro-posições*, vol. 17, n° 3 (51), 2006, pp. 9-116 ; Almeida A.M., (org.), « Sociologia da Educação », *Tempo Social*, vol. 20, n° 1, pp. 13-198.

nationales, érigées en barrières infranchissables pour l'esprit scientifique. Tout se passe comme si tout cadre conceptuel n'aurait qu'une validité restreinte, n'étant valable qu'à l'égard de la collectivité nationale qui l'a formulé. Ce "nationalisme théorique" est obligé d'abandonner toute visée universaliste, transformant la nationalité en unique variable explicative de la validité de tout système conceptuel. L'appel à la "diversité de cultures" n'est souvent qu'une modalité moins caricaturale de conceptions très similaires.

Au fond, le "nationalisme théorique" de certains pays périphériques ne diffère de certaines postures courantes dans les centres hégémoniques dans les SHS que par le fait qu'il est obligé de dire son nom, puisqu'il ne peut pas se prévaloir de la reconnaissance accordée d'emblée à un pays "pionnier" ou "traditionnel" dans la pratique d'un domaine du savoir. Mais les deux postures excluent le doute systématique portant sur la pertinence de tout modèle explicatif de comportements humains, ou de représentations de ces comportements, examinant l'extension de sa validité en le faisant fonctionner à l'égard de configurations sociales différentes de celles qui ont permis son adoption. En clair, les "nationalistes théoriques", ou les culturalistes, excluent *a priori* toute validité d'un modèle produit au sein d'une autre configuration sociale. Mais il n'est pas rare d'observer que la validité universelle d'une théorie est facilement admise lorsque cette dernière émane d'un centre traditionnel ou dominant, sans vérification de son potentiel explicatif à l'égard des autres configurations sociales. Ce postulat de validité universelle ne conduit pas toujours à la posture de l'expérimentation systématique de son pouvoir explicatif. L'épreuve des comparaisons internationales, comme le prouve à nouveau le travail de Baudelot et Establet (2009), oblige à dépasser des modes de raisonnement antinomiques.

L'étude de l'évolution des SHS dans les pays périphériques comme le Brésil présente donc un double intérêt : certaines variations difficilement concevables à partir des configurations européennes peuvent être mises à jour ; d'autre part, la concurrence entre les communautés scientifiques des pays centraux s'actualise à l'échelle locale, notamment à travers les bagages intellectuels des anciens doctorants ou post-doctorants partis à l'étranger. Le besoin d'objectiver l'espace de concurrence scientifique transnationale semble constituer une condition pour décrire les ressources matérielles, intellectuelles et symboliques mobilisées par les différentes composantes de ces communautés scientifiques. L'observation d'un monde universitaire "périphérique" est révélateur des forces en compétition dans l'espace transnational (cf. Dezalay & Garth, 2002).

Il faut remarquer qu'il n'est pas simple et qu'il est même extrêmement coûteux d'organiser la vérification de l'universalité d'un paradigme explicatif. Les controverses scientifiques sont tout autre chose qu'un simple "débat d'idées". L'article consacré à l'essor de l'anthropologie sociale au Brésil examine comment l'anthropologue anglais David Maybury-Lewis, après avoir contesté certains points centraux d'un article où Claude Lévi-Strauss posait certains jalons de son anthropologie structurale, a été recruté par l'Université de Harvard, aux États-Unis, et a mis sur pied un projet international destiné à étudier les groupes Gê du Brésil Central. Ceci a permis de tester la validité du modèle initial et a signifié un pas décisif pour l'implantation d'une formation doctorale au Musée National de Rio de Janeiro, financée par le Fondation Ford. Ce cas est significatif de tous les obstacles institutionnels à surmonter et des moyens matériels à mobiliser pour mener des enquêtes empiriques permettant de résoudre les doutes suscités par des controverses savantes. L'universalisation des acquis de la science exige bien plus que la bonne volonté des savants ou que leur disponibilité au dialogue avec des pairs qui ne partagent pas les mêmes idées. L'intérêt porté à l'internationalisme scientifique se nourrit aussi de l'importance d'avoir des réseaux d'alliés, voire de collaborateurs, qui ne soient pas bornés par les frontières nationales et les aléas des conjonctures politiques qu'elles impliquent. Connaître les modes

d'existence de l'éventail le plus large possible de communautés scientifiques diversifiées, c'est aussi se donner une chance de comprendre les virtualités et les limites de notre propre pratique scientifique, de mieux maîtriser le sens de nos choix dans l'univers des possibles contemporains.

Une difficulté supplémentaire, à propos des dilemmes posés dans les controverses scientifiques, tient à la taille des informations et des connaissances qu'il faut contrôler pour pouvoir situer les deux points de vue qui s'affrontent, sans privilégier une perspective unilatérale basée sur des *a priori* ou sur des affinités électives. En effet, l'exemple de la théorie du sous-développement proposée par Raul Prebisch et Celso Furtado (cf. Love, 1996 et Garcia, 2005), de la théorie de la dépendance formulée par Fernando Henrique Cardoso et Enzo Falleto plus tard, permettra d'éclairer le problème évoqué ci-dessus. Tous ces efforts visaient la réfutation de l'universalité des théories économiques d'explication de la croissance économique engendrée par des facteurs endogènes, théories basées initialement sur l'expérience des pays d'Europe occidentale ou des États-Unis. La critique formulée en Amérique Latine s'est concentrée sur la démonstration de la non-universalité du modèle initial, qui ne serait pas valable pour les pays périphériques. Tout s'est passé comme si la démonstration des modalités d'interdépendance entre l'économie centrale du système capitaliste et les économies périphériques justifiait la pertinence de nouveaux concepts pour comprendre ces dernières ; mais la meilleure connaissance des dynamiques de la périphérie n'a pas entraîné le réexamen des économies centrales à la lumière de ces nouveaux éclairages. Sans doute parce que ce réexamen aurait du mobiliser une connaissance très fine des textes théoriques publiés, mais aussi des configurations sociales qui leurs ont servies de bases et de sources d'inspiration (Europe Occidentale et États-Unis). Ainsi fut occulté malgré ses implications heuristiques évidentes, un des enjeux majeurs de la controverse : l'espace de référence pertinent se résume-t-il à la nation, ou toute nation ne peut-elle être analysée que située dans un espace transnational, comportant un centre et une multiplicité de "périphéries" ? D'après le modèle centré sur la genèse de chaque nation isolée, l'espace transnational n'est pensable que comme une juxtaposition de cas nationaux qui en font partie. Dans l'autre cas, la totalité n'est jamais composée par la somme des parties mais comme un espace différencié où les puissances dominantes voient leurs capacités d'action s'élargir ou se rétrécir selon les liens qui les unissent à toutes les autres. Le concept de "champ du pouvoir international" (Bourdieu, 1989 ; Dezalay & Garth, 2002) est plus proche de la deuxième perspective, mais il oblige à tenir compte de la diversification des pôles de pouvoir dans chaque nation, et des liens de subordination où chacune s'inscrit. L'analyse doit traiter simultanément les alliances et les clivages sociaux dans le pôle dominant comme dans le pôle dominé, et les recompositions à l'échelle internationale provoquées par le jeu des différents agents. La reconfiguration de la science politique au Brésil par des anciens étudiants de PhD des principales universités nord-américaines financés par la Fondation Ford, ici étudiée par Leticia Canêdo, illustre parfaitement la fécondité heuristique de ce questionnement. De même, l'enseignement et la réflexion sur la théologie chrétienne permettent à Odaci Luiz Coradini de démontrer comment la pensée religieuse cherche à s'inscrire dans l'espace universitaire brésilien tout en respectant certaines limites imposées par les liens aux métropoles ou aux "saints" sièges européens (Rome pour l'église catholique ou l'Allemagne pour les luthériens).

Avant d'examiner certaines contributions des différents articles du dossier, il faut signaler que les champs disciplinaires analysés ne sont pas partagés comme une carte planétaire, où chaque nation correspondrait à un territoire précis et bien délimité ; ce serait oublier la forte compétition pour que son regard soit reconnu comme le plus légitime, ou le plus compréhensif, provoquant des tensions qui invalident toute perspective idyllique basée sur l'articulation de savoirs spécialisés et complémentaires. Le débat sur la pertinence de l'objet d'études construit, et sur les bonnes méthodes

pour les rendre intelligibles, n'est pas limité à chaque domaine spécialisé, mais traverse toute confrontation ou dialogue entre les tenants de différents points de vue disciplinaires.

L'analyse de la mise en place d'un système national d'enseignement à partir des années 1930, dans les articles d'Ana Maria de Almeida et d'Agueda Bittencourt, met en lumière les batailles livrées par les différentes autorités éducatives pour fixer les problématiques et les rhétoriques permettant d'édifier et de donner cohérence à tout le système. L'hégémonie des juristes défenseurs de la construction d'un État-national a été à l'origine du projet d'éveil d'une authentique "conscience nationale", susceptible d'assurer le développement économique autocentré et l'incorporation à la vie politique, comme citoyens, de vastes couches paysannes soumises à la pauvreté et réduites à des modes de dépendance personnalisés. Mais la montée en force des économistes néo-classiques, avec le régime militaire implanté en 1964, a mis l'accent sur la subordination du produit du système éducatif aux scénarios prévisibles d'évolution du marché du travail. Le cas du Brésil des années 1960-1980, comme celui de l'Argentine, de l'Uruguay et du Chili, constituent des cas limites pour démontrer comment les rapports de force politiques surdéterminent les rapports de sens ou, plus directement, comment les débats intellectuels sur les principes de base pour fonder un système d'enseignement national dépendent essentiellement des instruments d'exercice de la violence, et seulement pour partie d'une forme subordonnée, mais non négligeable, de l'efficacité de la rhétorique utilisée pour affirmer une orientation déterminée. L'hégémonie de la rhétorique economiciste, en Amérique du Sud, n'a pas été acquise par la force de la persuasion ; il n'est donc pas étonnant que le retour de la construction de l'espace public par la voie démocratique s'accompagne d'une remise en question de la suprématie de la rhétorique qui érige le marché comme valeur suprême. L'intérêt pour l'histoire sociale des institutions nationales, et de leurs liens à l'espace de pouvoir transnational, n'en est que plus fort.

En effet, toute hiérarchie des savoirs et des champs disciplinaires à l'échelle nationale est héritière de débats intellectuels, et il n'y a aucune raison pour qu'elle soit la même d'un pays à l'autre. Connaître les particularités de chaque collectivité nationale et comparer les modalités d'existence et d'évolution de ces hiérarchies semble une voie très prometteuse pour rendre raison des différents points de vue qui s'affrontent à l'échelle transnationale. Pour expliquer les origines de la sociologie au XVIII^{ème} siècle en Europe, Johan Heilbron (2007) n'a-t-il pas démontré que cette discipline n'était pas descendante directe du *rationalisme* tel que prôné par les Lumières en France, mais aussi de la *méthode expérimentale* qui a triomphé d'abord dans les pays anglo-saxons et protestants, stimulée par une vision déiste de la nature ? Le cheminement de l'esprit scientifique n'a aucune raison d'être borné par des frontières nationales.

V – Nouveaux horizons de la pensée brésilienne

Les trois premiers articles du dossier, consacrés au renouveau de la production intellectuelle en science politique, en anthropologie sociale et en théologie, en rapport avec la création de formations doctorales inspirées par leurs homologues dans les principaux centres internationaux, révèlent l'apport indispensable des agences nationales de financement et des fondations à vocation internationale à la création de ces innovations institutionnelles. La création d'agences brésiennes de soutien à la recherche scientifique, à l'exemple du CNPq et de la CAPES, date du début des années 1950, mais leurs programmes destinés aux sciences sociales ne sont apparus que dans la deuxième moitié des années 60, à l'époque où la Fondation Ford initiait ses opérations les plus importantes, à partir de son bureau installé à Rio de Janeiro. Comme dans le cas de la concurrence entre les Églises catholiques et

luthériennes étudiées par Odaci Luiz Coradini, l'action des institutions transnationales a une influence décisive pour modifier les chances d'accès aux doctorats d'excellence internationaux et de création sur place d'instituts de recherche et de formation à la recherche. Comme les différents auteurs le signalent, les motivations de ces agents transnationaux tiennent autant à la compétition mondialisée qu'aux modalités de concurrence pour le pouvoir entre les diverses fractions à l'intérieur des pays centraux, comme les États-Unis d'Amérique (Dezalay & Garth, 2002) vis-à-vis de la plupart des champs disciplinaires, ou comme Rome et l'Allemagne pour le siège des églises chrétiennes. Si les clivages et les alliances qui rendent raison de l'action de ces institutions transnationales en Amérique du Sud ne sont pas toujours visibles sur place, c'est leur analyse sociologique qui a permis d'expliquer, dans le cas brésilien, les marges de liberté et les limites de cette composante dans le choix des partenaires. La sociologie des bénéficiaires du soutien des organismes transnationaux montre l'importance de l'histoire des configurations sociales locales, et les fondements sociaux de la prédisposition à chercher des alliés sur la scène internationale. De fait, l'installation des nouvelles formations doctorales et des centres de recherche suppose toutes ces diverses composantes, mais aucun agent, si puissant soit-il à l'échelle internationale, n'a le contrôle absolu, ou le monopole, des règles du jeu. Par conséquent, une meilleure compréhension des principaux thèmes abordés par les Brésiliens (analyses de la matrice autoritaire des configurations sociales au Brésil, études sur la parenté et la cosmologie des amérindiens du Brésil Central, compréhension des modes de domination des différentes couches paysannes, ou encore recherches sur la théologie de la libération) surgit quand on met en relation ces nouveaux modèles intellectuels et leurs conditions de réalisation. Ce qui n'implique nullement de réduire les modes de régulation des controverses intellectuelles à leurs conditions matérielles d'existence.

Si l'accès aux études doctorales internationales s'est étendu au-delà du cercle des "grands héritiers", il ne faut pas oublier que le système éducatif a toujours été très sélectif jusqu'à l'université, éliminant la plupart des élèves issus des classes populaires, particulièrement des diverses couches paysannes, avant même la fin du premier cycle. L'élargissement des chances de partir ne concerne que le public restreint qui avait déjà réussi à franchir la barrière des concours d'entrée à l'université, au niveau de la licence. Les sociologues de l'éducation au Brésil soulignent souvent que les concours d'entrée dans les universités publiques, siège de l'enseignement d'excellence, sélectionnent des élèves ayant fait leurs études secondaires dans les écoles privées, tandis que les élèves ayant fréquenté les lycées publics, qui concentrent ceux d'origine plus modeste, sont relégués dans les universités privées, aujourd'hui responsables de plus de 70 % des inscrits en deuxième cycle. Dans le cas brésilien, l'amélioration du système éducatif a commencé par le haut de la pyramide, certaines formations doctorales doublées de centres de recherche réussissant à acquérir la reconnaissance internationale, tandis que l'école secondaire et primaire connaissent des performances très faibles ; ce n'est qu'au cours des quinze dernières années que des politiques publiques conséquentes visent à transformer de fond en comble les modes de fonctionnement de la base de la pyramide dans tout le territoire national. La démocratisation du système éducatif est l'un des principaux enjeux actuels.

Cette diversification restreinte des origines sociales des doctorants à l'étranger, déjà signalée dans nos dossiers précédents (Canêdo & Muñoz, 2004-05), réapparaît ici, éclairant les tensions et les débats interdisciplinaires, voire la hiérarchie sociale des différents savoirs. La science politique et l'anthropologie sociale recrutent auprès des couches plutôt aisées, bien que plus dotées de capital culturel que de patrimoine économique, tandis que la théologie attire une clientèle sensiblement plus modeste, où dominent les fils d'agriculteurs. Odaci Luiz Coradini souligne, dans son analyse des enseignants en sciences sociales du Rio Grande do Sul, qu'en théologie, on rencontre simultanément le plus fort contingent des détenteurs de doctorats internationaux et le plus grand nombre de ceux d'origine modeste, démontrant comment la condition d'oblat a une forte importance dans cet univers,

confortant d'autres travaux de sociologie religieuse (Suaud, 1978). La politisation des usages des SHS est analysée comme une nécessité imposée par le double dialogue contradictoire auquel les docteurs en théologie sont tenus, d'une part avec toute la gamme des savoirs universitaires, depuis la sociologie jusqu'à l'économie et la gestion, d'autre part avec les théologiens qui les ont formés et qui restent la référence légitime. Leur militantisme, souvent associé à des positions progressistes et hétérodoxes, ne peut être compris que par référence à cette position en porte-à-faux : d'une part, leur raisonnement s'appuie sur des dogmes religieux face à des pairs niant le primat de la foi sur la raison ; d'autre part, leur réflexion s'inscrit dans la continuité du dialogue avec leurs anciens maîtres, mais à partir de l'inscription dans les débats locaux et séculiers, renforçant leur sentiment d'occuper des positions "périphériques".

Le dossier permet aussi de montrer que le renouveau des savoirs et des champs disciplinaires n'est pas seulement un produit de l'expansion et de la diversification des enseignements universitaires ; la compétition porte aussi sur le meilleur point de vue pour penser l'évolution du système éducatif et ses modes de fonctionnement. En effet, la conception du système d'enseignement est un enjeu de luttes, où se joue notamment la définition des valeurs et du patrimoine culturels à transmettre, mais aussi la vision de l'avenir de la collectivité nationale, permettant de fixer les objectifs à atteindre. Agueda Bittencourt retrace ainsi le parcours d'un des plus grands réformateurs de l'éducation, Anísio Teixeira, depuis sa commune d'origine dans l'état semi-aride de Bahia, en passant par ses multiples voyages internationaux, en Europe et aux États-Unis, permettant d'y trouver des sources d'inspiration pour les différentes réformes éducatives où il a figuré comme maître d'œuvres, la création de la CAPES étant la dernière en date. Sa trajectoire sert de révélateur aux transformations du champ du pouvoir au Brésil, non seulement par son rôle fondamental dans la création du système d'enseignement national à partir de 1930 (permettant la construction d'un État moderne, promoteur d'une citoyenneté élargie et d'un développement économique), mais aussi par ses conflits avec la hiérarchie catholique à propos de l'instauration de l'école laïque. L'article d'Ana Maria Almeida examine de son côté comment le système éducatif construit sur ces bases a été critiqué par les économistes néoclassiques promus par les autorités militaires après 1964, imposant désormais la théorie du capital humain comme cadre privilégié pour penser toute l'évolution du système scolaire. Même le débat savant sur la répartition inégalitaire du revenu national, qui n'a cessé de s'approfondir pendant les deux décennies de dictature militaire (1964-1985), a servi au courant dominant d'occasion pour faire porter aux classes populaires la responsabilité de leur propre malheur : le type et l'intensité de l'investissement scolaire des individus ou des familles seraient la seule cause explicative de l'écart grandissant entre les rémunérations, le mauvais "choix" des uns les condamnant au bas de l'échelle sociale, tandis que le "bon choix" des autres leur assurant les positions au sommet de la pyramide, réservée à l'"excellence". Le discours dominant reproduit la tautologie affirmant que la réussite scolaire est fortement rémunérée, écartant toute interrogation sur les fondements sociaux et économiques de la réussite ou de l'échec scolaire. Ce mode d'imposition d'une autre rhétorique pour penser le système éducatif a encore servi de caution à la privatisation de l'école, à tous les degrés du cursus.

Toutes ces analyses sur l'institutionnalisation de la recherche et de la formation à la recherche ne devaient pas faire oublier le regard des acteurs : comment les expériences individuelles d'ouverture d'horizons de pensée et de carrières professionnelles ont été perçues par les intéressés eux-mêmes. L'enquête de Marie-Claude Muñoz sur les doctorants et post-doctorants privilégie cet angle d'attaque complémentaire, à partir d'entretiens semi-directifs. Elle fait ressortir tout ce que l'expérience de la mobilité internationale a d'inédit, ne pouvant pas figurer comme une simple étape des études parmi d'autres. Le décalage entre l'univers familial et l'univers d'accueil n'est pas limité à l'espace scolaire,

il se prolonge à tous les moments de la vie quotidienne, différenciant les individus d'après les ressources susceptibles d'être mobilisées, qu'elles soient transmises par les familles ou acquises au long de leur parcours. Les effets de cette migration temporaire sur les carrières ultérieures, au Brésil ou dans l'espace transnational, semblent indéniables. Il faut noter que ce genre d'enquêtes permet de traiter l'investissement scolaire à partir des conditions où chaque individu est amené à le consentir, sans le réduire à une rationalité donnée d'avance, comme nous l'avons examiné ci-dessus. En particulier, ce questionnement a l'avantage d'examiner empiriquement comment chaque personne perçoit le défi auquel il est confronté ; cela permet en outre de vérifier quelles ressources ont été mobilisées ou ont fait défaut (comme les compétences linguistiques) pour les affronter. Les études internationales, considérées comme une étape obligatoire pour les différentes carrières constitutives du champ du pouvoir brésilien, sont mises en évidence par l'étude de la pratique des juristes, menées par Fabiano Engelmann. A la différence de leurs principaux concurrents dans la définition des modes de fonctionnement de l'Etat et du marché, comme les économistes ou les cadres responsables de la gestion des entreprises, les études doctorales ou postdoctorales en droit à l'étranger ne s'imposent vraiment qu'après 1996, en rapport avec la consolidation des cours de master et de doctorats produisant de nouvelles définitions de l'Etat, de la justice et de l'univers des affaires.

Cet impact tardif des études internationales des juristes contraste également avec celles des économistes et des spécialistes de la gestion dans le choix des pays de destination : les pôles internationaux comme les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne deviennent progressivement moins recherchés au bénéfice de la montée de traditions juridiques plus modestes comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. L'importance de la barrière linguistique semble forte, puisque les doctorants en droit bénéficient autant que les autres de bourses des agences fédérales (CNPq, CAPES) ou de congés payés dans le cas de magistrats et procureurs admis sur concours. Tout se passe comme si l'espace académique associé aux formations doctorales en droit ne pouvait que demeurer subordonné au pôle de la magistrature dans la production du savoir légitime, résultat qui confirme l'analyse de la première monographie d'Engelmann consacrée aux formes d'implantation des formations doctorales en droit (Engelmann, 2006). L'auteur souligne en outre l'importance de l'essor des formations juridiques au sein d'universités privées, malgré leur faible investissement dans la qualification de leurs enseignants ; mais elles constituent des débouchés importants pour des détenteurs de titres de docteurs. Au vu des tendances décryptées dans cet article, il semblerait que les efforts consentis par les juristes ayant réalisé leur doctorat à l'étranger ne sont pas susceptibles d'enrayer leur déclin en tant que groupe professionnel hégémonique dans la gestion des affaires publiques. Même vis-à-vis des débats sur l'évolution des modes d'existence de l'Etat, cette fraction de l'élite dirigeante semble moins outillée que les spécialistes en sciences politiques, plus au fait des transformations de l'espace transnational. En tout cas, dans les débats sur la démocratisation de l'espace public, depuis la fin du régime militaire, les contributions des autres spécialistes des SHS ont plus de visibilité que l'apport des professionnels du droit. Une partie des étudiants en droit en licence utilisent les études de troisième cycle pour se reconvertir dans une autre discipline.

Une des contraintes les plus lourdes qui a pesé sur la reconstruction de l'Etat brésilien, à la fin de la dictature, fut la gestion de l'héritage des dettes publiques et privées (en dollars), cause de l'hyperinflation sévissant au long des années 1980 à 1994. La stabilisation monétaire promue par le *plan real*⁵, après plusieurs tentatives qui ont échoué, n'a pas éliminé les restrictions imposées par les

⁵ Plan de stabilisation monétaire de 1994 qui a réussi à mettre fin à l'hyper-inflation qui sévissait au Brésil depuis les années 1980 (cf. *Cahiers du Brésil contemporain* n° 40, 2000).

marchés financiers à l'action de l'Etat de promotion du bien commun, notamment de combat à la misère d'une partie considérable de la population qui s'était urbanisée. Face à une population dépourvue de conditions minimales d'existence, l'implantation des mécanismes de décision démocratique se trouve menacée. Les modes de fonctionnement des marchés financiers et leur articulation au flux des capitaux internationaux sont ainsi au cœur des débats concernant l'État comme agent collectif et promoteur de l'intérêt général. L'article de Roberto Grun part du constat de l'importance centrale des marchés financiers comme des ressorts fondamentaux pour comprendre la dynamique de la société et de la politiques brésiliennes, puisqu'ils assurent l'hégémonie des rentiers et des banquiers dans la définition des scénarios d'avenir de l'économie, pouvoir suffisant en tout cas pour empêcher toute velléité de changer la politique économique par un gouvernement issu du front de gauche constitué à partir des mobilisations syndicales pendant le régime militaire. Selon la vision des anciens promoteurs de la stabilisation monétaire, vite reconvertis en défenseurs des réformes néolibérales, notamment de la privatisation des entreprises nationalisées assurant les services publics, tout se passe comme si la cause unique de l'hyperinflation se réduisait au volontarisme des autorités précédentes dans la promotion de la croissance économique. Le primat des marchés financiers internationalisés dans la coordination des investissements prioritaires, prôné par les économistes dotés de PhD auprès des grandes universités nord-américaines, constituerait l'antidote au non respect des « équilibres naturels » et le meilleur garant d'une intégration réussie dans la mondialisation . La force de l'idéologie néo-libérale dans les années 1990 remplacerait ainsi avantageusement le déploiement de la violence militaire pour écarter les classes populaires de la participation aux bénéfices du développement économique depuis 1964. Plutôt qu'une restructuration économique, on le voit, il s'agissait de réordonner le champ du pouvoir national en rapport avec les mutations en cours du champ de pouvoir transnational. Comme le même langage financier employé à Londres, à New York, à Paris, à Hong Kong ou à São Paulo, fait écran à la profonde diversité des agents des marchés financiers, l'auteur suit pas à pas les usages des outils promoteurs de la financiarisation de la société, depuis la matrice anglo-saxonne jusqu'à leur consécration dans le monde des affaires brésilien.

L'étude des des modalités d'importation des technologies financières récentes, comme la *corporate governance* et le *private equity funds*, révèle la grande plasticité de ces instruments et comment des groupes d'individus originaires de régions aussi différentes de l'espace social, que les jeunes banquiers d'affaires de première génération, dotés de PhD auprès des grandes universités nord-américaines, et d'anciens syndicalistes des employés de banques, reconvertis en gestionnaires de fonds de pension des entreprises nationalisées , peuvent coopérer objectivement à l'implantation des marchés financiers. La sociologie des agents financiers ouvre à l'analyste la voie à la description fine des cercles intéressés par ces deux technologies financières : la gouvernance corporative est perçue par des anciens militants syndicaux comme un moyen de moraliser ou de "domestiquer le capitalisme sauvage", tandis que les *private equity funds* permettent aux jeunes loups de la finance de critiquer la régulation promue par la gouvernance corporative comme un retour à la bureaucratie, voire au "corporatisme". L'opacité ainsi restaurée leur redonne alors la possibilité de réaliser des profits sans entraves. Le lecteur pourra constater comment la nouvelle configuration sociale des marchés financiers brésiliens est tributaire des trajectoires sociales des acteurs et de leurs intérêts récents à s'approprier des technologies financières "à la page", cautionnant l'image d'un système financier parfaitement intégré dans les "tendances de la globalisation". Comme pour les systèmes éducatifs mentionnés plus haut, l'analyse des marchés financiers brésiliens permet de rendre raison et de sa spécificité et de ses liens d'interdépendance avec le réseau de marchés transnationaux.

Utiliser la boîte à outils forgée par les sciences sociales pour objectiver les significations des marchés financiers, et les modalités de domination qu'ils renforcent ou instaurent, ne constitue-t-il pas

une des rares opportunités pour rendre visibles les contraintes subies par la collectivité nationale ? Parmi les puissants obstacles à la démocratisation de l'espace public brésilien ne figurent-ils pas les mécanismes capables de récréer, voire d'approfondir, les inégalités de revenu et de richesse, ou encore de chances de participer aux décisions sur l'avenir collectif ? L'étude des marchés financiers montre bien que l'intérêt primordial de toutes nos enquêtes est de nous servir de la circulation internationale des universitaires pour comprendre les nouvelles configurations sociales où les anciens étudiants deviennent partie prenante, mais pas du tout exclusive.

Les articles réunis ici visent à éclairer l'essor des SHS au Brésil et les nouveaux horizons qu'elles ouvrent aux regards critiques sur les modes d'évolution de la société brésilienne et de sa projection sur la scène internationale. Ils permettent en même temps de démontrer la pertinence d'une certaine problématique pour examiner les transformations du champ du pouvoir transnational. Si les enquêtes empiriques concernent surtout les modalités de circulation internationale d'universitaires menant des études doctorales ou postdoctorales, elles n'ont jamais supposé que les séjours internationaux soient les seuls facteurs explicatifs, voire les facteurs uniques, de la recomposition du champ du pouvoir transnational. On pourra le vérifier, ces migrations temporaires servent de révélateurs d'alliances et clivages tissés aussi bien à niveau international que national, permettant de rendre raison des changements au sein de chaque pôle jouissant d'une certaine autonomie dans le champ du pouvoir, depuis l'espace proprement intellectuel, analysé à travers l'évolution de la science politique, de l'anthropologie sociale et de la théologie, jusqu'aux pôles dominants, constitués par l'espace juridique et les marchés financiers. Les évolutions en parallèle, on le verra aussi au niveau de la subjectivité des migrants, ne sont ni homogènes, ni cohérentes, mais doivent fournir un cadre explicatif suffisamment dense pour mieux saisir les débats, voire les vraies batailles cognitives, et les mobilisations politiques antagoniques qui fixent les modes de recomposition de la société brésilienne et de son inscription dans le champ du pouvoir transnational. Nous espérons ainsi contribuer, à partir de l'examen d'un « cas particulier des possibles » selon l'expression de Gaston Bachelard, au renforcement des questionnements et approches moins simplificateurs de ce qu'on désigne d'ordinaire par le mot de « mondialisation ».

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABELES (M.), 2008, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Fayard.
- ABREU (A.), 2009, *Dicionario historico-biografico brasileiro (1930-2009)*, Rio de Janeiro, CPDOC/FGV-RJ.
- BAUDELLOT (C.) & ESTABLET (R.), 2009, *L'élitisme républicain. L'école française à l'épreuve des comparaisons internationales*, Paris, Seuil.
- BOLTANSKI (L.), 2008, *Rendre la réalité inacceptable – à propos de la production de l'idéologie dominante*, Paris, Demopolis.
- BOURDIEU (P.), 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU (P.), 1989, *La noblesse d'Etat*. Paris, Minuit.
- BOURDIEU (P.), 1990, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Romanistische Zeitschrift für Literaturgeschichte/Cahiers d'histoire des littératures romanes*, vol. I,, n° 2, pp. 1-10.

- BOURDIEU (P.) & SAYAD (A.), 1964, *Le déracinement. La crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Minuit.
- CANÊDO (L.) & MUÑOZ (M.C.), 2004-05, (org.), « Le Brésil et le marché mondial de la coopération scientifique », *Cahiers du Brésil Contemporain*, 57/58-59/60.
- CHARLE (C.), *Les élites de la République, 1880-1900*, Paris, Fayard.
- CEPAL/ONU, 1951, *Informe sobre America Latina*, Santiago del Chile, CEPAL/ONU (sous la responsabilité du secrétariat dirigé par Raul Prebisch).
- DEZALAY (Y.) & GARTH (B.), 2002, *Mondialisation des guerres de palais*, Paris, Seuil.
- DEZALAY (Y.) & GARTH (B.), à paraître en 2010, *Asian Legal Revivals. Lawyers, Politics and the Re-Structuring of States from Colonialism to Hegemony*, Presses de l'Université de Chicago.
- GARCIA Jr. (A.), 2005, « Circulation universitaire et formation d'une école de pensée latino-américaine », *Social Science Information/Information sur les sciences sociales*, vol. 44, n° 2-3, pp. 521-555.
- GARRIGOU (A.), 2001, *Les élites contre la République*, Paris, La Découverte.
- HEILBRON (J.), 2007, *La naissance de la sociologie*, Paris, Agone.
- KARADY (V.), 2002, « Les migrations internationales d'étudiants en Europe : 1890-1940 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°145, déc., pp. 47-60.
- KARADY (V.), 2008, « Elite formation in the other Europe (19th-20th century) », *Historical social research*, vol. 33, 124, pp. 9-312.
- LOVE (J.), 1996, *Crafting the third world, theorizing underdevelopment in Rumania and Brazil*, Stanford, Stanford University Press.
- MAUSS (M.), 1920, « La nation », *Année sociologique*, troisième série, pp. 7-68 (reproduit in V. Karady (ed.), *Marcel Mauss, Œuvres*, Paris, Minuit, tome 3).
- MICELI (S.), 2001, *Historia social das ciências sociais*, São Paulo, ANPOCS/ Sumará, volume I.
- NIANE (B.) & WAGNER (A.C.), 2008, *Nouvelles offres, nouvelles demandes de formation dans les pays en développement à l'ère de la globalisation*, Paris, FMSH.
- POLLAK (M.), 1979, « Paul Lazarsfeld, le fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, pp. 45-59.
- SAINT MARTIN (M. DE) & GHEORGHIU (M.) (eds.), 1997, *Les écoles de gestion et la formation des élites en France*, Paris, Groupe de coopération intellectuelle/CSEC.
- SOULIÉ (C.), 2006, « Des déterminants sociaux des pratiques scientifiques : étude des sujets des recherches des docteurs en sciences sociales en France au début des années 1990 », *Regards sociologiques*, n° 31, juin, pp. 91-105.
- SUAUD (C.), 1978, *La vocation*, Paris, Minuit.
- WAGNER (A.C.), 1998, *Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France*, Paris, PUF.
- WAGNER (A.C.), 2008, *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte.
- ZWEIG (S.), 1941, *Brésil, terre d'avenir*, Paris, Armand Colin.